

Il me fait grand plaisir de me retrouver aujourd'hui dans ce centre historique de l'éducation, de la science et de la technologie. Ayant des racines irlandaises, j'ai une affinité toute particulière pour la ville de Boston. Et même si je ne m'appelais pas Pat Carney, en tant qu'ex-ministre canadien de l'énergie, j'aurais plaisir à me retrouver chez "Oil Can" Boyd.

Comme vous le savez, je m'occupe actuellement du commerce extérieur. C'est un portefeuille fascinant et complexe, surtout en cette période d'escarmouches commerciales internationales de plus en plus nombreuses et de protectionnisme plus prononcé.

Nos deux gouvernements combattent actuellement cette dangereuse tendance en recherchant un accord commercial à long terme qui lierait leurs deux pays. Ces efforts ont provoqué d'importants débats dans mon pays. Mais ils ne sont pas nouveaux.

En 1854, par exemple, les États-Unis signaient un traité avec les colonies de l'Amérique britannique du Nord, et sa dénonciation par les États-Unis après la Guerre civile a été un élément clé de la décision de créer le Canada en 1867.

En 1935, le Canada et les États-Unis acceptaient de réduire certaines barrières tarifaires qui avaient contribué à enclencher la Grande Dépression.

Et depuis 1947, nos deux pays ont réduit les barrières au commerce en menant des négociations avec plusieurs d'autres partenaires commerciaux ainsi que des négociations entre eux sur les produits de l'automobile et de la défense.

Cela a amené une grande prospérité à nos deux pays. Pourtant, pendant tout ce processus, des coalitions de groupes d'intérêt ont sans cesse combattu le changement. Dans nos deux pays, elles ont camouflé leurs intérêts propres sous la bannière de l'intérêt national. Et elles ont parfois réussi à promouvoir les intérêts d'une minorité aux dépens des intérêts de la majorité.

Cela s'est produit au Canada en 1911, alors que le débat opposait d'une part le grand Premier ministre libéral Sir Wilfrid Laurier et, d'autre part, un Parti conservateur protectionniste et un groupe d'intérêts industriels centrés dans les provinces de l'Ontario et du Québec. Bien que l'accord de réciprocité de 1911 ait été appuyé aux États-Unis, l'opposition à l'accord n'a cessé de s'accroître